PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE POUR LA
MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI N°2012-347 DU 12 MARS 2012

1. Cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés

Le décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative, notamment, à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique fixe les grades et cadres d'emplois qui peuvent être ouverts. Il appartient à chaque employeur territorial de déterminer - en fonction de ses besoins et de ses objectifs en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences - de déterminer les grades qu'il souhaite ouvrir aux recrutements réservés parmi ceux qui peuvent l'être.

Le président de Marseille Provence Métropole (MPM) propose d'ouvrir à la titularisation, par la voie des recrutements réservés, l'ensemble des grades des cadres d'emplois mentionnés en annexe du décret précité et pour lesquels il existe des agents ayant vocation à titularisation.

Il s'agit, en l'espèce :

- en catégorie A, des grades de :
 - attaché ;
 - ingénieur ;
- en catégorie B, des grades de :
 - rédacteur principal de 2^{ème} classe ;
 - technicien principal de 2^{ème} classe ;
- en catégorie C, du grade de :
 - adjoint technique de 1^{ère} classe.

Le décret précité du 22 novembre 2012 exclut la possibilité d'ouvrir aux recrutements réservés les cadres d'emplois du niveau A+ (ayant un indice terminal en groupe hors échelle).

Il convient de rappeler que, pour la détermination des cadres d'emplois auxquels les agents peuvent accéder, ce n'est pas le niveau des contrats des intéressés qui compte mais le niveau des fonctions exercées au regard des missions définies par les statuts particuliers. Les modalités précises pour la détermination de la catégorie à laquelle les agents peuvent accéder sont détaillées dans le rapport sur la situation des agents contractuels ayant vocation à titularisation.

2. Détermination du nombre d'emplois ouverts et répartition entre les sessions

L'article 17 de la loi précitée du 12 mars 2012 et l'article 8 du décret du 22 novembre 2012 pris pour son application dispose que le présent rapport doit déterminer, par ailleurs, le nombre d'emplois ouverts à chacun des recrutements réservés et leur répartition entre les sessions successives de recrutement. Tel est l'objet des tableaux figurant ci-après. 63 emplois seront ouverts au total.